

CIBLE

Blancs

Du blanc à la une ! Le 31 mai, *Libération* annonce en première page une enquête sur « les cabinets blancs de la République ». L'éditorial dénonce le « triomphe » du « mâle blanc » dans les cabinets ministériels et y voit le signe d'une « incapacité aussi crasse que chronique à accorder ses élites au pays réel ». Le pays réel, douteux concept maurrassien, serait donc un assemblage de populations diversement colorées ! D'où le décompte des personnes « issues des immigrations maghrébine et africaine » qui sont « en nombre infinitésimal » dans les cabinets, selon SOS Racisme.

L'enquête de *Libération* est à garder en mémoire. Suite à une longue dérive, elle marque la prise de parti racia- liste de toute une gauche qui classe les Français selon leur origine, comme la droite identitaire. La seule différence, c'est que le tri se fait pour la promotion à gauche et pour l'exclusion à droite.

Cette gauche doit être combattue, car elle nie le principe d'égalité des citoyens et la conception politique de la nation française, œuvre de l'histoire et du droit.

Mohamed Bechrouri

Être citoyen français

Idées

**Habermas
et l'Europe**

p. 9

Démographie

**Le déclin
allemand**

p. 4

Carré rouge !

La Belle Province nous surprend. Une fois n'est pas coutume, elle fait les unes de la presse internationale. La révolte qui gronde dans sa jeunesse pourrait, en effet, en préfigurer d'autres.

C'est un petit carré de velours rouge que les étudiants québécois ont choisi d'arborer, en signe de protestation. Cette pratique un peu naïve, qui vise à donner une visibilité médiatique à un mouvement social de grande ampleur, marque, toutefois, la volonté d'imposer des revendications bien précises. Nos *feuillants* de 1789 n'avaient pas fait autrement quand, dans les jardins du Palais Royal, ils avaient choisi d'arborer à la boutonnière une feuille d'arbre afin de se compter et de pouvoir se reconnaître au cours des combats à venir. Le Québec, bien à son rythme, et malgré le vieil adage post-gaulliste qui voudrait qu'entre la France et lui il y ait seulement qu'une *non-ingérence*, mais une *non-indifférence* dont on voyait mal en quoi elle pouvait consister, semble à son tour, au moins dans ses jeunes générations, marquer désormais les prémices d'un changement radical.

Commencé à l'université de Laval, troisième ville de la province, un mouvement étudiant a en effet mis le feu aux poudres sur l'ensemble des campus. Dans les derniers jours du mois de mai, l'agitation a même commencé à gagner d'autres régions fédérées du Canada.

Des manifestations ont été organisées dans les universités de Winnipeg et de Toronto. Mobilisés, donc, depuis presque cent cinquante jours, à la tête d'un mouvement qui réunit régulièrement, au Québec, plus de 250 000 personnes, les représentants des syndicats étudiants contestent l'augmentation de plus de 75 % des frais d'inscription universitaires prévus dans les cinq années à venir, par un gouvernement à dominante ultra-libérale : celui-ci affirme sans ambages la nécessité d'un changement de modèle afin, on le suppose, de *marchandiser* le peu qu'il reste de culture européenne chez nos cousins. Et les étudiants semblent résolus à vouloir tenir tête.

La défense de l'université publique apparaît à l'arrière plan de l'émotion suscitée par le gouvernement Charest. Les témoignages de ceux, non étudiants, qui rejoignent le mouvement, en attestent. Sur le site Internet de *Radio Canada* (du 26/5) (1), une manifestante un peu plus âgée que la moyenne nous explique pourquoi les Québécois ont maintenant l'impression d'avoir bu le calice jusqu'à la lie. « *En toute humilité, je reconnais que les vrais lucides sont maintenant dans la rue. Cette génération [de jeunes] est consciente du lourd héritage socio-économique et financier qu'elle aura à assumer, et, d'ores et déjà, elle semble bien avoir accepté son destin et se préparer à y faire face avec courage, détermination, rigueur et solidarité. Ce que cette société lui réserve, c'est l'insécurité du revenu, des filets sociaux qui se rétrécissent comme peau de chagrin, les joies de la maternité et de la paternité de plus en plus problématiques, l'accumulation d'un*

patrimoine aléatoire [d'une] génération [qui] ne manquerait de rien puisqu'elle devrait voir tomber dans son escarcelle les économies de ses grands-parents baby-boomers et de ses parents, dernière classe moyenne. »

Ce **printemps érable**, comme on l'a gentiment baptisé est bien un *printemps occidental*, en fait. L'hypocrisie du système ultra-libéral, qui refuse l'endettement des États mais trouve naturel celui d'individus fragiles, saute désormais aux yeux de tous. C'est peut-être pour cette raison que la désormais célèbre *loi 78*, votée en hâte par une majorité prête à aller très loin pour garder la main, a vu le jour et est tant décriée. Cette loi, interdisant tout rassemblement non autorisé de plus de 50 personnes - ce qui pousse les humoristes à se demander déjà comment on pourra bien improviser la fête qui accompagnera une prochaine victoire sportive -, a déjà provoqué plus de 1 000 arrestations à l'occasion de la seule manifestation du 22 mai. Si les liens de la francophonie n'étaient pas si distendus, les Français auraient peut-être pu mettre en garde sur la fièvre législative.

Mais c'est l'écho donné à d'autres mouvements semblables qui doit retenir notre attention. Les manifestations d'étudiants québécois rejoignent ou prennent la suite d'autres, observées dans des pays ravagés eux aussi par l'ultra-libéralisme : l'Espagne actuellement en convulsion, l'Italie et le Royaume-Uni secoués il y a quelques mois, ou le Chili, définitivement libéré de la dictature. C'est que, partout, on réclame le retour de l'État protecteur.

Christophe BARRET

(1) www.radio-canada.ca

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE MARTIN ROUSSEAU

SOMMAIRE : p.2 : Carré rouge ! - p.11 : Sauter dans le vide ? - p.4 : Quel projet de civilisation ? - p.5 : Ici Londres - p.6/7 : L'Arabe imaginaire - p.8 : Bir Hakeim - Le travail du négatif - p.9 : Habermas et la démocratie universelle - p.10 : La vie de Planchet - Humain, trop humain - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Les critères de notre choix.

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (50 €) ☐ soutien (120 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Florilège de Christine Lagarde !

Le blogueur Olivier Berruyer (1) revient sur la brillante carrière de Christine Lagarde, ex-ministre et actuelle directrice générale du FMI, proposée par le Président sorti avec, il est nécessaire de le rappeler, l'approbation de la première secrétaire du Parti socialiste, Martine Aubry.

Est-ce sa formation qui la destinait en effet aux plus hautes fonctions « *recalée deux fois à l'ENA, elle a finalement obtenu un DEA de droit social* » ou son profil de sportive « *ses compétences d'ancienne compétitrice de natation l'auront bien aidée à surnager dans la crise financière* ». Ou son appétence à l'argent lorsque le montant en est extravagant ? Car il est vrai qu'elle possède un goût marqué pour établir des records tel celui de l'augmentation de la dette publique française lorsqu'elle fut ministre « *360 Md€ de dette en plus en 4 ans, soit + 38 % n'est pas prêt d'être égalé* ». Ou cette autre performance en obtenant pour Bernard Tapie, l'ami du Président, un versement de 403 millions d'euros par une procédure jugée en ces termes par le procureur général de la Cour de cassation « *a constamment exercé ses pouvoirs ministériels pour aboutir à la solution favorable à Bernard Tapie* ». »

Ainsi madame Lagarde est directrice du FMI avec un salaire annuel de 550 000 \$. L'imposition liée à ce revenu est de 0 \$. Est-ce choquant ? Christine Lagarde ne déclarait-elle pas le 8 juillet 2007 aux rencontres économiques d'Aix-en-Provence : « *Nous voulons désinhiber une France encore bien trop pudique sur la réussite individuelle ; nous voulons réhabiliter le succès et son corollaire, l'argent, la rémunération qui en résulte*. »

C'est donc totalement désinhibée et parfaitement droite dans ses bottes qu'elle sermonne les Grecs. En effet, dans un article du *Guardian* paru le 27 mai, elle prévient : « *C'est l'heure de rembourser : n'attendez aucune sympathie de notre part* » et questionné sur leur capacité à le faire, elle répond « *Je pense qu'ils devraient se venir en aide mutuellement en payant tous leurs impôts*. »

Olivier Berruyer a entrepris de lister les plus belles perles de la présidente du FMI. La liste est très longue. Elle débute par celle-ci, le 17 août 2007 lorsque la crise s'annonce, dans *Le Parisien*, « *Ce n'est pas un krach [...] Nous assistons aujourd'hui à un ajustement [...] une correction financière, certes brutale mais prévisible*. »

Quelle incompétence ! Et le cynisme n'est-il son masque ?

François ENNAT

(1) www.les-crises.fr/lagarde-aux-grecs

Sauter dans le vide ?

La crise de la zone euro s'aggrave chaque jour mais la Commission européenne continue à réclamer des purges tandis que les derniers fédéralistes appellent au grand saut supranational.

Prévu depuis longtemps, le processus de désintégration de la zone euro s'accélère. Début juin, les regards se détournent de la Grèce, épuisée par deux années de sacrifices inutiles, pour se porter vers l'Italie, l'Espagne et le Portugal.

La répression fiscale ordonnée par Mario Monti provoque désespoir, suicides et réactions violentes - sans parvenir à empêcher la tension croissante sur les taux d'intérêt et la fuite des capitaux. En Espagne, le chômage (25 % de la population active) et l'austérité empêchent les ménages de rembourser leurs crédits aux banques, qui sont confrontées à une crise de solvabilité. Comme les régions sont lourdement endettées, comme les taux d'intérêts sont en hausse rapide, la situation de l'Espagne devient catastrophique : fin mai, on estimait qu'il faudrait 300 milliards pour obtenir une stabilisation du système bancaire, dans un pays qui est menacé par une cascade de faillites d'entreprises et par une fuite massive des capitaux. La chute de l'Espagne entraînera celle du Portugal, la crise des pays du Sud provoquera celle des pays du Nord : la Belgique, l'Irlande puis la France.

Chaque semaine, on propose des montages financiers plus ou moins complexes pour retarder les échéances sans vou-

loir reconnaître que l'Espagne et l'Italie ne peuvent pas être sauvées par le Mécanisme européen de stabilité. Au contraire, la Commission européenne continue de préconiser des solutions qui ont partout échoué. Utilisant toutes les ressources de la langue de bois, elle demande au gouvernement espagnol d'augmenter encore la fiscalité indirecte, qui pénalise les plus pauvres, et d'aller toujours plus loin dans la baisse des salaires et la réduction de la protection sociale. C'est idiot, puisque la récession provoque la baisse des recettes fiscales pour l'État et une réduction de la consommation des ménages qui contribue à freiner l'activité économique. Les innombrables experts qui peuplent la Commission européenne n'ont toujours pas compris qu'il était pour le moins dangereux de multiplier les saignées sur un individu qui souffre de multiples hémorragies internes.

Bien entendu, la thérapie ultra-libérale est également prescrite à la France. La Commission lui conseille la **modération salariale**, suggère une augmentation de la TVA, juge qu'il faut augmenter la concurrence dans les commerces, les services et le transport ferroviaire, recommande d'accroître la flexibilité du travail et proscrit le retour, même partiel, à la retraite à 60 ans. Cette cure d'austérité et ces

réformes structurelles ne feront qu'aggraver la crise de l'économie et de la société françaises. Bien entendu, la Commission européenne et le gouvernement allemand continuent d'exiger le retour rapide à l'équilibre budgétaire dans tous les pays et quelle que soit l'ampleur de la crise.

Comme les gouvernements nationaux n'y parviennent pas, divers experts et une poignée de journalistes influents proposent un remède miraculeux : le fédéralisme ! Ainsi, dans *Libération* du 25 mai, Jean Quatremer écrit que « *si les marchés - et la Grèce - lui laissent le temps, la zone euro se prépare donc à effectuer un saut fédéral*. » C'est se bercer d'illusions : le saut fédéral exigerait un nouveau traité, long à rédiger et qu'il faudra faire ratifier au suffrage universel car on ne peut imposer aux peuples une solution aussi radicale. Jean Quatremer notera que le président de la Bundesbank, qui joue un rôle majeur à la Banque centrale européenne, est opposé aux *eurobonds*. Pour Jens Weidmann, « *la communautarisation de la dette n'est qu'un élément possible de la face d'une médaille dont l'autre côté serait le fédéralisme. Les gouvernements qui y sont favorables négligent ce débat. Même dans les pays où les gouvernements réclament les eurobonds, comme en France, je ne constate ni débat public ni soutien de la population au transfert de souveraineté devant l'accompagner*. » (1)

Par terre, le plan Quatremer.

Sylvie FERNOY

(1) *Le Monde* du 26 mai 2012.

Quel projet de civilisation ?

Nous sommes un peu moins abreuvés de l'exemple allemand depuis la fin de la campagne présidentielle, mais l'idée reste forte, que ce pays économiquement vertueux présente toutes les qualités et que c'est l'exemple à suivre en tout. Est-elle justifiée ?

L'histoire ne se répète pas, mais ses leçons montrent que les apparences sont souvent trompeuses.

C'était le cas dans l'Europe de 1643 (1), entre une France ruinée par les guerres de religions, les Liges et les conflits européens, et un empire espagnol encore au faîte de sa puissance : pourtant l'Espagne commençait à ressentir les effets de « la crise démographique qui s'était accélérée depuis la mort de Philippe II. En quelques décennies, Tolède, Ségovie ou Valladolid avaient perdu plus de la moitié de leurs populations (...) Bref, derrière une façade qui faisait encore illusion et semblait prolonger son âge d'or l'Espagne se craquelait inexorablement, alors que la France, en piteux état, se dirigeait vers la grandeur louis-quatorzième. Leurs routes se croisaient. » (2)

La démographie est une science qui permet des projections précises. Elle nous mon-

tre qu'entre la France et l'Allemagne, le pays qui se **craquelle** n'est pas celui qu'on croit. Gilles Pison, de l'*Institut National d'Études Démographiques* (INED), le met en évidence dans le numéro 487 de la revue *Population et Sociétés* (3) : les dynamiques démographiques de nos deux pays se sont durablement inversées et les courbes vont se croiser dans trente ou quarante ans. La France, avec 70 millions d'habitants, (re)deviendra alors plus peuplée que l'Allemagne.

Mais il ne s'agit pas seulement de comparaisons quantitatives. Les dynamiques démographiques sont souvent l'expression de l'état d'âme d'un pays. La faible fécondité de la France de la seconde moitié du XIX^e siècle jusqu'à la Seconde Guerre mondiale résultait de l'histoire agitée d'un pays qui avait perdu ses repères : un siècle et demi de révolutions, de conflits, d'invasions et de guerres civiles, cela laisse des traces. L'Allemagne de l'après-guerre est

dans le même cas et sa difficulté d'être se traduit, ici aussi, par un suicide démographique. Telle est l'analyse de Jacques Sapir : « *L'Allemagne se meurt ; lentement, certes, mais sûrement : elle meurt au moment même où elle vient de retrouver sa pleine souveraineté et où, pour la première fois de son histoire, elle se constitue en nation libérée des démons du pangermanisme, en paix avec ses voisins.* » (4)

Les politiques de natalité sont impuissantes devant une tendance de cette ampleur. Elles aident, elles peuvent corriger à la marge, elles ne peuvent en inverser la dynamique. L'INED signale par exemple, à propos de la démographie du Maghreb, que les programmes techniques de planning familial ne sont pas la clé de la fécondité : il s'agit d'une question politique au sens profond du terme : « *la faible prise des programmes de maîtrise de la fécondité sur l'évolution réelle des comportements démographiques ne signifie pas pour autant que ces derniers ne sont en rien influencés par la politique.* » (5)

La question est d'autant plus grave pour l'Allemagne qu'au contraire de la France elle ne se conçoit pas comme une **nation** d'intégration, mais comme un **peuple** originel. La politique d'immigration massive lancée pour compenser la baisse démographique y a l'objectif, principalement économique, d'importer la

main-d'œuvre indispensable à l'activité du pays ; pas celui d'introduire un greffon vivace pour régénérer une souche vieillie. À l'inverse, c'est l'immigration qui a sauvé la France en compensant sa faiblesse démographique par des arrivées successives d'Italiens, Polonais, Espagnols, Maghrébins, qui tous se sont peu à peu fondus dans le tissu national. À la différence de la nation française, le suicide du peuple allemand que pronostique Jacques Sapir risque fort de se réaliser, avec ou sans immigration.

Quelles leçons en tirer ?

Tout d'abord qu'il faut bien étudier le modèle allemand avant de vouloir le copier : est-il bien celui du futur ? Ensuite qu'il faudra suivre de près l'évolution de l'Allemagne : un pays jouant sa survie est la proie de tous les **égoïsmes sacrés**. Nous en avons eu un premier aperçu avec l'euro, dont Jacques Sapir montre que sa création, voulue par Berlin, venait du besoin d'assurer les retraites en Allemagne par le biais de la colonisation des économies européennes. L'effondrement démographique allemand n'est toujours pas visible au quotidien et cela va encore bien, dans le plus puissant pays d'Europe. Mais tout va se jouer très bientôt, quand les **baby-boomers** seront tous retraités (6) : que fera alors l'Allemagne ? Enfin notons avec l'exemple allemand que sans un **projet de civilisation**, fondé sur d'autres valeurs que l'argent, nos vieux pays européens ne peuvent survivre.

François VILLEMONTAIX

(1) Mort de Louis XIII.

(2) Jean-Christian Petitfils - « *Louis XIII* », éditions Perrin, 2008 (voir *Royaliste* n° 937) - prix franco : 30 €. [Achat immédiat](#)

(3) *Population et sociétés* n° 487, mars 2012, [téléchargeable sur le site de l'Ined : www.ined.fr](#)

(4) Jacques Sapir - « *Faut-il sortir de l'euro ?* », Seuil, 2012 (voir *Royaliste* n° 1012) - prix franco : 17 €. [Achat immédiat](#)

(5) *Population et sociétés* n° 486, février 2012, [téléchargeable sur le site de l'Ined : www.ined.fr](#)

(6) Voir le n° 16 (janvier 2010) des e-notes *Visions franco-allemandes* sur la démographie de nos deux pays. [Téléchargeable sur le site de l'Ifri : www.ifri.org](#)



Aimé Richardt Henri VIII et le schisme anglican

Prix franco : 21 €

[Achat immédiat](#)

Ici Londres

Le jubilé de diamant de la reine Élisabeth II scelle la fin d'une certaine anglomanie qui avait régné sur l'Europe et le monde.

De Gaulle avait raison : si la Grande-Bretagne entraînait dans le Marché Commun, elle serait perdue. Et l'Europe en serait appauvrie. De fait, depuis 1973, les choses sont allées de mal en pis pour la Reine. Elles ne sont pas allées mieux pour l'Europe. Le constat n'est pas nouveau, mais le jubilé est un moment privilégié pour en prendre conscience.

On a de la peine à se représenter aujourd'hui la passion qui avait saisi la grande majorité des Français lors des cérémonies de couronnement de la reine le 2 juin 1953. On avait expliqué cela alors par un phénomène de *compensation* : la France de la IV^e République, alors présidée par M. Vincent Auriol, se sentait véritablement orpheline d'une légitimité et d'un État. Élisabeth II était quelque part **reine de France**, cinq cents ans après la fin officielle de la guerre de Cent ans et des prétentions dynastiques sur le royaume de France. La reine était encore reine du Canada, d'Australie et de Nouvelle-Zélande (elle l'est toujours), d'Afrique du Sud, du Pakistan et de Ceylan (on ne l'imagine plus aujourd'hui). Son Premier ministre était le héros de la guerre, Sir Winston Churchill, qui entretenait une grande vision diplomatique alors que la France d'alors n'en avait plus pour elle-même et pas encore pour l'Europe.

Paradoxalement, le coup de grâce à cette idylle fut porté par le général de Gaulle, peut-être plus anglomane qu'anglophile, voulant sauvegarder la grande tradition d'Ancien régime, incarnée par l'Angleterre, et dont la priorité restait aujourd'hui comme hier de contenir l'Allemagne renaissante de ses cendres. Ce fut aussi la préoccupation de Mitterrand après l'unification, y compris par le passage du mark à l'euro.

L'Angleterre, de son côté, était passée d'une vision impériale à une théorie insulaire, et la Couronne était tombée, sous Mme Thatcher, entre les mains des *ménagères* des classes moyennes. La reine, bientôt Mme Windsor, faisait ce qu'elle pouvait pour correspondre à cette image populaire tout en la conciliant avec les pompes et les ors de l'antique monarchie. L'Europe en serait effectivement appauvrie comme l'avait prédit De Gaulle.

Le jubilé de la reine devrait être l'occasion, comme hier son couronnement, de ressaisir le message que l'Angleterre a donné au monde à travers la Magna Carta, l'Habeas Corpus, le Parlement et les libertés. La fonction royale peut s'y ressourcer comme à l'onction. Elle manque cruellement à l'Europe et au monde.

La France semble se satisfaire d'exprimer seule, par

exemple au Conseil de Sécurité, la diplomatie que la puissance économique et financière allemande n'a pas la légitimité ni d'ailleurs la volonté d'affirmer en propre et qui, sans l'appui allemand, ne compterait plus à soi seule. Le couple franco-allemand repose largement sur ce jeu de rôles. Or, insensiblement, la diplomatie française - qui se pense et est pensée comme franco-allemande puis continentale - tend à s'aligner sur les vues ou les valeurs, et de plus en plus les intérêts, de ses commanditaires. À ne rechercher, imperturbable, que ses propres intérêts, la diplomatie britannique apparaît toujours décalée. Mais, par la nature même de ces intérêts, de la City à la BBC, de la liberté des mers à ce qui reste du Commonwealth, elle est souvent plus internationale que la nôtre.

Le rééquilibrage nécessaire (voulu par Pompidou en faisant entrer la Grande-Bretagne dans ce qu'il concevait comme une **confédération** européenne) ne dépend pas que de nous. Il dépend aussi largement des Anglais. Blair s'y était essayé au début de son mandat avant de tomber sous l'influence de Bush. S'il ne restait qu'une seule mission à accomplir pour la reine Élisabeth, si ardente francophile, plus **européenne** que la majorité de ses sujets eurosceptiques, et la diplomate la plus compétente et la plus expérimentée de tout son royaume et du monde, ce serait celle-là.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **ESPAGNE** - Pour sa première réapparition en public après ses interventions chirurgicales, le roi Juan Carlos a présidé, à Valladolid, la célébration de la Journée des Forces armées. Il était accompagné de la reine Sofia, du prince héritier Felipe et de son épouse la princesse Letizia. Après avoir reçu les honneurs militaires, le roi a procédé au salut au drapeau « *qui contribue à l'identification du peuple espagnol avec la nation et les symboles représentant les forces armées* » chaleureusement applaudi par les quelques 3 000 personnes venues assister à la célébration.

♦ **MAROC** - En visite privée en France, le roi Mohammed VI a été reçu à l'Élysée, le 24 mai. Il est le premier chef d'État accueilli par François Hollande au palais présidentiel depuis l'investiture de ce dernier. « *Le président de la République a réaffirmé son attachement à l'amitié entre la France et le Maroc et souligné son caractère exceptionnel grâce aux nombreux liens entre nos deux pays et nos deux sociétés et la volonté commune de construire un espace euro-méditerranéen* » a déclaré l'Élysée dans un communiqué.

♦ **ALBANIE** - C'est à l'invitation du prince Victor-Emmanuel de Savoie que le prince héritier Leka II d'Albanie a participé au chapitre annuel de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare en Suisse. Au cours de la cérémonie il a été décoré du Grand Cordon de l'Ordre qui est l'un des ordres de chevalerie les plus prestigieux d'Europe.

♦ **LIECHTENSTEIN** - Le parlement (Landtag) a rejeté le projet de referendum visant à modifier la Constitution et à restreindre le droit de veto du monarque. 18 membres du parlement ont voté contre la modification de la Constitution, 7 membres étaient en faveur. Le parlement et le gouvernement ont convenu de prendre la décision finale en faveur ou contre le projet avant le 1er juillet.

♦ **THAÏLANDE** - Pour la première fois depuis plus de deux ans, le roi Bhumibol Adulyadej a quitté Bangkok et l'hôpital où il réside pour l'ancienne capitale Ayutthaya où il est allé inspecter les travaux d'irrigation et rendre hommage à la légendaire reine Suriyothai qui lutta au XVI^e siècle contre les envahisseurs birmanes. La santé du roi, âgé de 85 ans, s'est sensiblement améliorée depuis quelques semaines.

♦ **GRANDE BRETAGNE** - Alors que plus d'un million de personnes, massés sur les rives de la Tamise, acclamaient la reine lors de la parade nautique à l'occasion de son jubilé de diamant, quelques centaines de républicanistes brandissant des pancartes ont vainement tenté de faire entendre leur voix. Comme l'indiquait l'agence de presse Belga : « *Les antimonarchistes sont clairement à contre-courant de l'opinion dominante dans le pays depuis le mariage de conte de fées du prince William et de Kate Middleton en avril 2011. Selon un sondage récent, près de 80 % des Britanniques sont favorables à ce que le pays reste une monarchie et la reine n'a jamais été aussi populaire qu'en cet anniversaire de ses 60 ans de règne* ».

L'Arabe imaginaire

C'est un Français comme les autres. Il est jeune, il travaille et réussit. Il aime le vin et le défilé du 14 Juillet. À l'étranger, il fait aimer la France par le french kiss et dans un mauvais anglais... Mais ce citoyen normal a un problème : il s'appelle Mohamed Bechrouri. Ce qui lui vaut, de la part d'un chroniqueur à la mode, une assignation à résidence dans un autre pays que le sien et dans une autre culture...

Devant la maison familiale qu'il venait de reconstruire, Pierre m'avait dit : « *J'étais Yougoslave et athée, je me suis réveillé Serbe et orthodoxe.* » C'était près de Derventa, en République serbe de Bosnie, après la guerre qui avait ensanglanté le territoire de la défunte fédération yougoslave. Mohamed écrit avant la guerre ethnique que certains annoncent et désirent mais qui n'aura pas lieu si nous ne laissons pas plaquer sur les uns et les autres des identités fictives.

Mohamed Bechrouri est français, parisien mais pour certains, parmi lesquels Éric Zemmour, il est et restera à jamais *Arabe, Musulman, Marocain* parce que ses parents sont nés là-bas. D'autres citoyens français fabriquent pour eux-mêmes et leurs amis des identités qui les transforment en vrais Français : ils sont *Blancs, Chrétiens, Laïques* tendance saucisson-gros rouge et s'arrogent le droit de faire le tri dans le peuple français. Un tri sur le papier mais qui crée le sentiment très réel d'être exclu de la collectivité nationale malgré la carte d'identité qui prouve qu'on est bien d'ici.

Comme les papiers en règle ne suffisent pas, comme notre Mohamed en a marre d'être interrogé sur le Coran, la recette du bon couscous et les balades dans le Moyen-Atlas, il a décidé d'écrire à Éric

Zemmour (1), en le tutoyant pour deux bonnes raisons : les parents d'Éric sont nés là-bas, au Maghreb ; Mohamed et Éric sont tous deux circoncis selon le rite commun à deux des trois religions monothéistes. C'est une manière de dire au chroniqueur parisien qu'il y a des liens entre eux, malgré les différences culturelles, et qu'il ne faut pas trop jouer avec les origines car l'imagination est la folle du logis.

L'Arabe imaginaire succède au *Juif imaginaire* et ce dernier ressurgira lors de la prochaine vague d'antisémitisme qui enfermera Éric Zemmour dans une nouvelle identité de *Juif d'Afrique du Nord*, dont le nom de famille, ajouté à quelques autres, **prouvera** qu'« *ils sont partout dans les médias* ». Je l'avais alerté sur ce risque, qu'il n'avait pas pris plus au sérieux que mes histoires balkaniques et j'ai mis fin à nos discussions sans issue puisque toutes mes raisons étaient balayées par la fatalité de la guerre ethnique entre les Français et les Arabes.

Mohamed Bechrouri s'y prend mieux que moi : par l'ironie, par la tendresse qui cachent de profondes blessures. À le lire, on s'apercevra que *L'Arabe imaginaire* est un invraisemblable bonhomme : c'est un jeune de banlieue coiffé d'une casquette à l'envers et vêtu d'une djellaba mais aussi d'un survêt', qui va à la mosquée en

fumant un joint après avoir mangé halal, son tapis de prière sous le bras - j'allais oublier qu'il pratique un *deal* assidu à la sortie des lycées. Cet *Arabe* reçoit sans cesse des injonctions contradictoires. S'il s'appelle Mohamed, tous les Zemmour de France se disent choqués. S'il s'appelle Mathieu, on l'accuse de cacher son jeu puisqu'il est musulman... Mohamed peut aussi s'appeler Diallo car il y a aussi un *Noir imaginaire* qui est censé refuser l'intégration même s'il est Français depuis plusieurs générations.

Bien entendu, *l'Arabe zemmourien* est un collage qui comporte des fragments de réalité. Les cancre arrogants, les crétins intégristes, les voyous de banlieue existent, agacent, exaspèrent, menacent, agressent de paisibles citoyens. Ce n'est pas plus tolérable que le soupçon jeté sur des citoyens français qui ne sont pas blancs et qui ne portent pas un prénom chrétien. Né à Gennevilliers, en *banlieue, issu de l'immigration, de parents maghrébins*, Mohamed Bechrouri n'accepte pas d'être classé parmi les mauvais Français et d'être regardé de travers parce que la sociologie zemmourienne affirme que « *les trafiquants sont en majorité noirs et arabes* ». Citoyen à la peau mate et de surcroît barbu, notre Mohamed a choisi la plus simple et la plus belle des réponses : dire son amour paisible d'une France qui n'est ni *jacobine* ni *multiculturelle* mais une et unique, diverse et familière et qu'il ne sépare pas de son amour pour sa mère.

Elle est marocaine, la maman de Mohamed. Elle porte un foulard, ne sait pas lire, répond à son fils en arabe quand il lui parle français et ne sort pas de son quartier. Mais c'est grâce à elle, chez elle, avec elle que Mohamed est devenu ce Français amoureux, comme elle, de la

France. Madame Bechrouri n'a pas voulu suivre de cours d'alphabétisation parce qu'elle voulait se consacrer totalement à ses enfants, veiller à ce qu'ils fassent leurs devoirs et soient rentrés avant la tombée de la nuit. Madame Bechrouri aime la France, la Vache-qui-rit, le brie de Meaux et la mayonnaise, elle est musulmane mais ne songe pas une seconde à islamiser la France. Le Maroc qu'elle connaissait n'existe plus et quand elle retourne là-bas, elle est perdue. « *Ma mère est fière de ses enfants. Elle espère que la France est fière d'elle. Elle pense que son amour pour la France passe par l'amour qu'elle nous a donné et qu'elle nous donnera toujours.* » Son fils utilise quelques centaines de mots arabes, ne met pas de babouches, apprécie le vin et se fait à l'étranger bon ambassadeur de la France en pratiquant l'art du baiser à la française : « *mon french kiss est à l'image de la France : singulier et universel. C'est la France qui embrasse le monde et accompagne l'histoire de notre pays.* » Une histoire prise dans son ensemble alors que tant de Français d'ancienne souche la réduisent à quelques périodes idéalisées. Mohamed Bechrouri reconnaît même **nos ancêtres les Gaulois**, les prend avec lui comme l'ont fait les descendants des légionnaires romains, les Juifs chassés d'Espagne et du Portugal, les fils de la Pologne.

La France francisée des nationalistes n'existe pas : c'est une machine à fantasmes qui alimente leurs discours de guerre civile. Mohamed Bechrouri est le citoyen de la France francisante, qui n'ignore rien des misères et des échecs auxquels nous sommes confrontés et qui font dire à la droite identitaire que *l'intégration, ça ne marche plus*. En un sens, c'est vrai, la société française est confrontée à un risque de désintégration. Mais le danger ne vient pas des Noirs, des Arabes, de l'Islam, des Jeunes-de-Banlieue ; c'est la soumission au libre échange, le carcan monétaire, les carences de la politique scolaire et dans l'aménagement du territoire qu'il faut accuser. Mohamed Bechrouri explique très bien le tour de passe-passe d'Éric Zemmour : « *Lorsque tu parles de l'islam, tu en fais une nation opposée à la nôtre. Tu additionnes des choux et des carottes. Tu mets la nation et l'islam au même niveau pour donner plus de force à tes idées.* » Mais justement, la France n'est pas, ne sera jamais une Yougoslavie avec des Musulmans constitués en nationalité. Nous sommes un peuple de citoyens et notre principe de laïcité nous est devenu tellement consubstantiel que nous pouvons accepter et comprendre des pratiques et des comportements qui ne mettent pas en péril notre unité. D'ailleurs, on s'agite



■ Le halal est devenu une affaire très rentable pour les industriels...

beaucoup sur le halal, le foulard et la culture musulmane sans remarquer que les rites et les habitudes se trouvent intégrés et transformés par ce qu'on peut appeler, pour aller vite, la modernité.

Le halal ? C'est devenu un business, une affaire très rentable pour les industriels. La prescription religieuse est emportée dans la logique concurrentielle qui pousse à fabriquer des lardons, du saucisson, de la mortadelle estampillés halal.

Le foulard ? Mohamed Bechrouri le conteste car il fait de chaque homme un prédateur sexuel en puissance. Mais il fait remarquer que le port du foulard est très souvent un choix *individuel* - celui d'une jeune femme qui se balade seule avec son portable à la main et qui porte parfois un jean aussi moulant que ses copines non-musulmanes. Ce n'est pas la société française qui s'islamise, ce sont les valeurs individualistes, c'est le climat général de liberté qui dissout rapidement les structures et les comportements traditionnels.

Bien sûr, il y a, dans certains immeubles et dans certains quartiers, un contrôle oppressant des jeunes, surtout des femmes. Mais la religion est le prétexte d'une surveillance sociale qui est typique de la société villageoise sous toutes les latitudes. Mohamed Bechrouri montre très bien que certaines populations immigrées ont reconstitué dans les banlieues des *villages en étages* - auxquels on échappe par mille stratagèmes et que beaucoup quittent, dès qu'il le peuvent, pour aller vivre leur vie dans l'anonymat des villes.

Tout de même, ces drapeaux algériens brandis dans les stades ? Ces débordements aussi rares que stupides font oublier que nos jeunes Arabes portent le maillot de l'OM ou celui du PSG - pas le maillot de Djerba - et que le peuple d'Alger accueillait Jacques Chirac en brandissant autant de drapeaux français que de drapeaux nationaux. Le problème de ces jeunes, qui seraient incapables d'aller vivre au bled tant ils sont imprégnés de notre modernité, c'est qu'ils vivent sur des **territoires abandonnés PAR la République**. L'américanisation de toute une jeunesse : voilà ce qui inquiète Mohamed Bechrouri qui déplore une **inculture galopante**, que Nicolas Sarkozy encourageait par son mépris affiché pour les œuvres littéraires et pour les professeurs. « *Chaque fois que je vais chez mes parents, je réalise un peu plus les dégâts de l'inculture, de l'absence de curiosité intellectuelle. Cette population est figée dans le temps. Ceux que j'ai quittés adolescents sont toujours là. Surtout : ils sont les mêmes, les problèmes d'argent en plus. Leur niveau de langue n'a pas changé ; pis, il s'est appauvri. Ils s'abrutissent avec des jeux vidéos et des séries américaines.* » Le discours multiculturaliste et les litanies bêtes sur la *diversité* nous font oublier les progrès, trop réels, de la déculturation.

Telles sont les opinions, douces et amères, et les colères jamais désespérées d'un jeune patriote français qui continue de croire à la fraternité.

Bertrand RENOUVIN

📖 Mohamed Bechrouri - « **L'Arabe imaginaire** », Plon, 2012, prix Achat immédiat | franco : 16 €.

Bir Hakeim

Le 27 mai 1942, la division italienne *Ariete*, qui s'est lancée à l'attaque Bir Hakeim, est repoussée. Le 2 juin, Rommel encercle les Français, qui résistent à de violentes attaques allemandes du 6 au 10 juin. Dans la nuit du 10 au 11 juin, la garnison de Bir Hakeim réussit une sortie de vive force. Le fait d'armes avait rendu à l'armée française « *un sourire de gloire* », comme l'écrira le général de Gaulle au général Koenig.

La Fondation de la France libre célèbre le soixante-dixième anniversaire de la bataille par un numéro spécial (1) qui est d'une grande richesse : chronologie, bibliographie, iconographie accompagnent une recension d'articles de presse publiés pendant la guerre. Surtout, il faut lire les mémoires, journaux et carnets de guerre qui relatent jour après jour les combats vécus par les « rebelles inspirés » du bataillon du Pacifique, de la 13^e demi-brigade de la Légion étrangère et d'autres unités qui ont résisté aux troupes italiennes et allemandes. Un journal britannique évoquera le « *Verdun du désert* ». Le mot évoque le courage, la souffrance, la mort et la victoire, que les combattants racontent avec une admirable simplicité.

Maria DA SILVA

(1) *Revue de la Fondation de la France Libre*, numéro 44, juin 2012. [Téléchargeable sur le site : http://www.france-libre.net/images/stories/pdf/ffl-net.pdf](http://www.france-libre.net/images/stories/pdf/ffl-net.pdf)

Le travail du négatif

L'extrémisme est un vaste fourre-tout dans lequel il convient de faire le tri. Mais une fois que les extrémistes sont précisément définis et répertoriés, il faut se demander si leur négativisme forcené sert finalement à quelque chose.

Après avoir publié des livres sur les maoïstes, l'ultra-gauche et les extrêmes gauches, il était logique que Christophe Bourseiller s'interroge sur l'extrémisme en tant que tel. (1) Le mot est sur toutes les lèvres et il est aujourd'hui banal de dénoncer ses manifestations. Mais, au juste, de quoi s'agit-il ?

L'Américain Laird Wilcox, qui a rassemblé une énorme documentation sur le sujet, affirme que l'extrémisme n'est pas dans la doctrine mais dans la méthode et le comportement : utilisation de slogans, recours à l'injure, refus de la contradiction, désir de certitude, religiosité... Christophe Bourseiller critique cette approche phénoménologique - un néo-nazi qui se contente d'éditer des brochures ne sera pas considéré comme extrémiste - et insiste quant à lui sur le principe de hiérarchie, les pratiques violentes et le goût de la transgression qui caractérisent de nombreux groupes extrémistes. Mais il faut avant tout privilégier un mode de pensée, fondé sur le rejet du présent, sur la dénonciation d'un Mal absolu - le capitaliste, le franc-maçon, l'immigré - et sur l'appel à un sauveur suprême.

D'où la définition que propose Christophe Bourseiller : « *partisan d'une doctrine politique poussée jusqu'à ses*

extrémités, qui détermine un certain nombre de comportements et de pratiques, l'extrémiste appelle à un changement radical de société. Ce changement ne peut s'effectuer que par la violence. » Par exemple, le Parti communiste des années vingt est extrémiste de même que l'Action française qui veut « *mettre la violence au service de la raison* ». Au contraire, les communistes de 2012 ne sont pas des extrémistes et le Front national ne peut pas non plus être rangé dans cette catégorie puisqu'il n'appelle pas au coup de force contre le pouvoir établi.

Pour s'y retrouver dans la myriade d'organisations qui, de gauche à droite, cultivent aujourd'hui l'extrémisme, il faut suivre Christophe Bourseiller qui les a toutes étudiées. On pourra ainsi rafraîchir ses connaissances sur les trotskismes et les anarchismes, puis découvrir l'évolution récente de l'extrême droite. Celle-ci comporte toujours ses traditionnelles fractions maurrassiennes, nationalistes et catholiques intégristes, irrévocablement figées. Mais elle se renouvelle actuellement dans le courant post-nationaliste, né des théories de la Nouvelle droite d'Alain de Benoist et qui s'affirme maintenant dans les diverses tendances **identitaires**, tantôt islamophobes, tantôt an-

tisionistes et qui se réclament parfois d'une Europe païenne.

Par ailleurs, l'épuisement des projets révolutionnaires du siècle dernier conduit à une dissémination de l'extrémisme dans diverses familles de pensée. Ainsi, l'écologie profonde, malthusienne, parfois située à droite dans la postérité de la *révolution conservatrice* allemande ou encore le primitivisme totalement anti-industrialiste. D'autres rebelles professent un **extrémisme sans cause** et certains préconisent le recours à la violence.

Paradoxe : les groupes qui veulent détruire l'ordre établi, qui inventent une contre-culture ou une contre-société, jouent un rôle dans la transformation sociale, dans la mesure où ils apportent de nouvelles idées, de nouvelles façons d'être et de s'exprimer dans d'autres formes esthétiques. L'*Internationale situationniste* n'a jamais compté plus de soixante-dix membres mais les concepts qu'elle a produits ont enrichi l'analyse de la modernité. Le mouvement écologique, qui porte au gouvernement des ministres point différents des autres, procède en partie de petits groupes post-anarchistes, post-situationnistes et post-maoïstes.

Dans leurs délires et leurs excès, les extrémistes annoncent souvent un changement d'époque, pour le meilleur ou pour le pire. Quels qu'ils soient, restons en alerte.

Jacques BLANGY

(1) Christophe Bourseiller - « *L'extrémisme* », CNRS Éd., 2011, préface de Pascal Ory, prix franco : 23 €. 

Habermas et la démocratie universelle

Le philosophe Jürgen Habermas force l'estime, quelles que soient les objections suscitées par ses constructions théoriques. Le traumatisme du nazisme l'a rendu non seulement réfractaire à toute *ubris* nationaliste, mais plus encore militant d'un ordre juridique mondial, fondé sur le concept de **dignité humaine**.

Qui pourrait contredire un tel idéal, dans la généralité doit être traduite dans les contextes culturels les plus divers ? La difficulté est de déterminer par quelles médiations peut s'accomplir un progrès continu dans l'humanisation des rapports sociaux et politiques de proche en proche et de façon de plus en plus élargie, jusqu'à l'échelle de la planète. La réponse habermasienne est bien connue dans ses grandes lignes : primauté des formes constitutionnelles démocratiques, promotion de la discussion publique à travers la plus large communication. Au point de départ, il y a la radicale conversion de l'Allemagne, qui s'interdit désormais toute aventure impérialiste et se détermine d'après des règles éthiques rigoureuses. Cela est particulièrement sensible en politique étrangère, avec la crainte des engagements militaires extérieurs. La seule perspective convenable était celle d'une Europe dépassant les conflits nationaux, et créant un espace pacifié par des procédures élargies et les institutions qui leur correspondent. Mais l'Europe elle-même n'est qu'une étape dans la création d'un espace mondial, lui aussi pacifié et civilisé par les mêmes règles de droit.

On est, d'évidence, très loin de la réalisation plénière de ce projet, même si l'Organisation des Nations Unies a rendu possible ce qui était inenvisageable hier. C'est pourquoi la réussite de l'Europe est si importante, parce qu'elle préfigure ce qui pourrait s'étendre demain aux autres continents, et qu'elle démontre en acte que l'idéal kantien de **République universelle** n'est pas un simple mythe. Encore faut-il que la crise économique actuelle ne vienne pas compromettre la construction en cours. Et là-dessus, Habermas conçoit quelques craintes, notamment en raison des mutations de la politique allemande. Mais sur le sujet, il faut citer exactement le philosophe : « *L'Allemagne d'aujourd'hui est insensible, inflexible (sur les concessions économiques), et c'est en amont qu'il faut en rechercher les causes. Dès la réunification, en s'ouvrant sur une Allemagne redevenue grande et toute à ses propres affaires, la perspective s'est mise à changer. La faille qui divisait les mentalités depuis la fin de la guerre gagna en importance, pour se faire plus profonde encore qu'après le départ de Kohl. À l'exception d'un Joschka Fischer trop vite épuisé, la génération au pouvoir depuis l'investiture de Gerhard Schröder en 1998 est sans principes normatifs (...) voyant sa latitude d'action se réduire, elle se donne de moins en moins de but et abdique tout dessein politique. Sans parler, bien entendu, des projets comme d'unifier politiquement l'Europe.* »

Cette simple citation commanderait une sérieuse réflexion, sur le plan historique et en philosophie politique. La sortie de

par Gérard Leclerc



l'histoire, qu'impliquaient la défaite du nazisme et la recouvrance d'une honorabilité, pouvait-elle être durable ? Le pur idéal éthique ne saurait être exclusif d'une ambition nationale qui n'est pas forcément totalitaire, sans compter que la puissance d'une économie ne va pas sans stratégie offensive, assez éloignée des vertus prétendues du *doux commerce*. La rentrée de la puissance allemande dans l'histoire, tout comme celle du Japon, était inéluctable. Qu'Habermas en perçoive les dommages par rapport à son pur idéal, on le comprend. Angela Merkel lui paraît dans la ligne d'une *realpolitik* qui ne dit pas son nom, tandis que la Cour constitutionnelle de Karlsruhe rappelle la persistance de la nation, sans europhilie excessive.

C'est bien un des problèmes posés par la pensée d'un philosophe qui, parfois, semble s'organiser en dehors des fluctuations du monde réel. Qu'il le veuille ou pas, le jeu mondial s'organise autour de l'affrontement des États-Unis, de la Chine, de l'Inde et de tous les autres partenaires de tailles diverses. Et sa chère Europe, pour peu qu'elle veuille trouver sa place dans une compétition impitoyable, ne saurait ignorer ces rapports de force que le philosophe voudrait adoucir.

C'est un trait commun du langage de l'*Euroland*, qui cultive le moralisme conforme à ses prétentions supérieures, mais non sans fraude et mensonge. Ainsi on fustige les *égoïsmes nationaux* sans avouer qu'on voudrait promouvoir un égoïsme européen supérieur, et indispensable dès lors qu'on désire concurrencer les autres. Il me semble aussi que l'Europe habermasienne est plutôt silencieuse en matière militaire, comme si l'élargissement de l'espace pacifique était le simple résultat de l'expansion du droit...

Mais même sur le terrain institutionnel européen, il me semble percevoir une distance entre les principes vertueux proclamés et la réalité des relations instituées. La force et le bien fondé d'Habermas concernent le développement des procédures de discussions inhérentes au fonctionnement d'un système démocratique. Mais, sans succomber aux périls de la pensée de Carl Schmitt, on est obligé de considérer que la politique, c'est aussi le domaine de la décision, qui exige des dirigeants qui ont le talent et la faculté de conduire des lignes cohérentes. Si Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont dominé le jeu européen dans les derniers mois, c'est parce que les instances européennes étaient dans l'incapacité de prendre les choses en main, ne disposant pas de la légitimité populaire qui demeure, qu'on le veuille ou pas, nationale. Et ce n'est pas parce qu'une opinion européenne pourrait être formée par la communication à des enjeux vraiment supranationaux, que les choses changeraient vraiment. Le déficit démocratique, dont on se plaint tant, ne sera compensé que partiellement à l'échelle bruxelloise. Il est curieux qu'Habermas, dans son dernier essai, ne se préoccupe pas un seul instant du référendum français qui a désavoué le traité constitutionnel auquel lui adhérait et qu'il retrouve explicitement dans le *traité de Lisbonne*.

Qu'on m'entende bien ! Je ne nie pas l'intérêt de la tentative habermasienne pour pacifier et humaniser l'espace politique. Mais elle me semble pécher par méconnaissance de paramètres fondamentaux. J'en veux pour preuve la faiblesse de ses propositions pour remédier aux différences structurelles des économies nationales. Faudrait-il un autoritarisme à la main de fer pour que tous entrent dans le même moule ? Et puis notre philosophe a beau vouloir préserver le **biotope culturel européen**, il y a de la condescendance chez lui à l'égard de ce qui fait pourtant la richesse d'un continent où les divers héritages constituent, même chez les plus petits (la Grèce !) de vraies civilisations. ■

📖 Jürgen Habermas - « **La Constitution de l'Europe** », nrf essais Gallimard, prix franco : 20 €.

[Achat immédiat](#)

La vie de Planchet

Dans son nouveau roman Bernard Lhôte nous raconte la vie épique, amoureuse, gourmande de Planchet, le valet de d'Artagnan. Nous avons demandé à Fiacrine Pinon, qui elle-même a servi le célèbre capitaine des mousquetaires de nous le présenter...

Pour ma part j'ai bien connu le sieur Martin Planchet lorsque j'étais au service de Monsieur d'Artagnan. C'était un homme remarquable par bien des aspects. Excellent cuisinier il aimait particulièrement raconter ses exploits lorsque jeune il était marmiton à la Poule d'or. Je me souviens qu'il parlait peu de ses conquêtes. En revanche il aimait beaucoup se souvenir de ses voyages avec Monsieur Charles de Batz de Castelmore, seigneur d'Artagnan.

Je regrette beaucoup que monsieur Dumas l'ait un peu laissé de côté dans ce pur chef d'œuvre qu'est sa trilogie sur les mousquetaires du roi. Lorsque j'ai eu connaissance du projet de Bernard Lhôte de restituer la vie de Martin je fus fort aise, car j'aime ce garçon plein de ressources et d'inventions. J'ai eu le bonheur de lire le manuscrit de ce monsieur et, je dois bien le reconnaître, la vie de Martin Planchet fut une vie pleine d'aventures en tous genres. En lisant, je me souviens qu'il avait effectivement ce don de cuisine et qu'il se plaisait à donner des recettes remarquables. J'ai beaucoup appris sur son enfance dans ce Val du Loir auprès de cette belle île verte si chère à notre Ronsard.

Je sais bien qu'il avait accompagné les mousquetaires en Angleterre mais je ne sais

pas quel fut son véritable rôle dans toutes ces péripéties. Avoir un bon maître oblige à se tenir comme il faut et je dois le reconnaître Martin était un parfait compagnon. Je ne suis pas vraiment étonné qu'il devint bien plus pour not'maitre, presque un compagnon d'armes.

Je ne dirai rien de ses multiples conquêtes... car il ne m'en parlait pas. En revanche je sais bien qu'il était parti au loin pour tenter de retrouver sa mie mais je n'ai pas eu connaissances de toutes ces péripéties dont m'sieur Lhôte parle dans son livre. Il est vrai que mon ami Martin n'était pas un vantard et qu'il est resté discret jusqu'à la fin de sa vie. Peu avant qu'il disparaisse j'étais allé le revoir par chez lui. Il était demeuré bel homme mais me paraissait préoccupé, en tout cas il était resté un excellent chasseur, pêcheur, cueilleur et aussi cuisinier hors pair.

Ah ! cela m'a fait vraiment du bien, de lire le livre de Bernard Lhôte. Voilà enfin un livre que je peux conseiller à tous...

Fiacrine PINON

📖 Bernard Lhôte – « *La vie épique, amoureuse, gourmande de Planchet, valet de d'Artagnan* », illustré par Jicél, éd. de la Compagnie d'Artagnan et Planchet, prix franco : 25 €. [Achat immédiat](#)

Humain, trop humain

On dit du *bon sens* qu'il est la chose la mieux partagée du monde... Mais que dire alors de la stupidité. Elle s'épanouit sous tous les cieux et tous les climats, n'épargne aucun peuple, ni aucune classe. Et nous-mêmes, sommes-nous vaccinés ?

Du regretté économiste italien Carlo M. Cipolla nous connaissions déjà le tout à fait savoureux opuscule intitulé *Le poivre moteur de l'histoire*. (1) Dans ce petit bijou d'humour et d'érudition, tout en prétendant retracer l'histoire du développement économique du Moyen Âge, il se moquait de ces théoriciens qui succombent bien vite à la tentation de l'explication mono-causale. Les Puf nous proposent aujourd'hui, du même auteur, un petit ouvrage tout aussi délectable, qui nous plonge, cette fois, au cœur de l'anthropologie. (2) Quel esprit, pour peu qu'il se pique de réfléchir, ne serait-ce que de temps à autre, quel esprit donc pourrait résister à un tel programme de découverte ?

Le stupide se distingue de l'intelligent, mais aussi du crétin et du bandit, même si ces derniers peuvent tendre soit vers l'intelligence, soit vers la stupidité. Pour bien comprendre ces distinctions - dramatiquement efficaces -, il faut connaître les *lois fondamentales de la stupidité*. Elles sont au nombre de cinq. Nous nous contenterons de les énoncer ici, renvoyant au lecteur le soin de découvrir par lui-même les très subtils développements qui les accompagnent.

La première : « Chacun sous-estime toujours inévitablement le nombre d'individus stupides existant dans ce

monde. » **Deuxième loi** fondamentale : « *La probabilité que tel individu soit stupide est indépendante de toutes les autres caractéristiques de cet individu.* » **Troisième loi** fondamentale de la Stupidité : « *Est stupide celui qui entraîne une perte pour un autre individu ou pour un groupe d'autres individus, tout en tirant lui-même aucun bénéfice et en s'infligeant éventuellement des pertes.* » **Quatrième loi** : « *Les non stupides sous-estiment toujours la puissance destructrice des stupides. En particulier, les non stupides oublient sans cesse qu'en tout temps, en tout lieu et dans toutes les circonstances, traiter et/ou s'associer avec des gens stupides se révèle immanquablement être une erreur coûteuse.* ». Et enfin la **cinquième loi** fondamentale de la stupidité, celle qu'il ne faut jamais oublier : « *L'individu stupide est le type d'individu le plus dangereux.* »

Bien sûr, chacune de ces lois est expliquée et commentée, et pour les esprits **géométriques**, l'auteur propose même des schémas tout à fait éclairants. Lisez ce livre, vous ne pourrez pas dire que vous n'avez pas été prévenus !!!

Patrick PIERRAN

📖 (1) Carlo M. Cipolla - « *Le poivre moteur de l'histoire.* », L'Esprit Frappeur, 1997, prix franco : 4,50 €. [Achat immédiat](#)

📖 (2) Carlo M. Cipolla - « *Les lois fondamentales de la stupidité humaine* », Puf, 2012, prix franco : 9 €. [Achat immédiat](#)

Souscription

Petit espoir mais gros soucis...

Un sursaut s'il vous plaît !

Oui, un sursaut car notre souscription piétine, la période estivale s'approche et je vois avec inquiétude que nous sommes encore loin des 11 000 € nécessaires **pour simplement équilibrer notre budget**.

Et vous savez que cette année notre situation est encore plus périlleuse. Nous sommes sous la menace d'expulsion de nos locaux et nous allons avoir à supporter non seulement les frais de déménagement mais aussi un nouveau loyer beaucoup plus important que l'actuel.

Je connais la modicité des ressources de beaucoup de nos lecteurs. Je sais que vous êtes sollicités de toutes parts. Et pourtant il est absolument nécessaire que nous réussissions. Je connais aussi les trésors de générosité de nos amis, votre attachement à notre journal et c'est pourquoi je suis confiant et vous remercie à l'avance de votre participation.

Yvan AUMONT

Faire un don

4^e liste de souscripteurs

Hervé Audiard 63 € - A.B. (Hérault) 25 € - Ghjacumu Colonna 100 € - Marc Desaubliaux 60 € - Jacques Durand 150 € - Claude Ferrand-Blazer 120 € - Robert Gesnot 55 € - Véronique Hallereau 20 € - Etienne Harel 50 € - Jacques Roué-Daéron 100 € - Pierre Sauterey 150 € - Patrick Simon 50 € - Jean-Marie Tissier 20 € - Benoit Wollseifen 40 €.

Total de cette liste 1 003,00 €

Total précédent 6 457,28 €

Total général 7 460,28 €

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 13 juin** - Collaborateur de cabinet dans plusieurs collectivités locales et territoriales, aujourd'hui directeur général d'une école d'enseignement supérieur, **Sylvain ROUSSILLON** s'intéresse tout particulièrement à l'Espagne et aux grands conflits du XX^e siècle. Dans un ouvrage récemment publié, il raconte l'histoire méconnue des « *brigades internationales de Franco* » : non seulement la Légion Condor allemande et les volontaires mussoliniens mais les Marocains, les Irlandais, les Russes blancs, les Français et tant d'autres qui voulaient combattre la République espagnole.

L'étude du rôle des combattants étrangers dans les troupes du général Franco nous permettra d'évoquer « **Les enjeux de la guerre d'Espagne** », qui déchaîna les passions françaises dans une Europe plus ou moins consciente de sa marche vers la guerre. La guerre civile espagnole hante-t-elle encore notre imaginaire collectif ? Si oui, pourquoi ?

● **Mercredi 20 juin** - Journaliste, chroniqueur et écrivain, **Éric DUPIN** nous avait présenté l'an dernier ses *Voyages en France*. Il revient parmi nous avec une nouvelle enquête sur la campagne présidentielle, qu'il a observée de près, dans les états-majors et sur le terrain. Ce travail lui permet d'expliquer les raisons de la victoire d'un homme qu'il connaît depuis longtemps : François Hollande.

Les analyses d'Éric Dupin et les nombreuses confidences qu'il a recueillies nous permettront de mieux saisir la personnalité et les intentions du nouveau président de la République, qui se trouve confronté à une tâche redoutable. Or la manière dont le candidat socialiste est arrivé au pouvoir en dit long sur la manière dont il dirigera le pays en une période cruciale : le 6 mai constitue « **Une victoire empoisonnée** » car

les nouveaux dirigeants du pays doivent trouver des solutions à une crise économique et sociale qui s'aggrave, pour un peuple profondément troublé.

● **Mercredi 27 juin** - Professeur émérite à l'École polytechnique et professeur à l'université Stanford, **Jean-Pierre DUPUY** enseigne la philosophie politique, les sciences sociales et l'épistémologie. Par ses livres et par les travaux du séminaire qu'il animait à Polytechnique dans les années quatre-vingt, il a contribué à renouveler la recherche en sciences humaines.

Dans un livre récent dont *Royaliste* (n° 1011) a rendu compte, Jean-Pierre Dupuy prend acte de l'échec de la pensée économique, qui n'a pas abouti au remplacement du pouvoir politique par des techniciens : la « gouvernance », qui a remplacé le gouvernement des hommes, n'est que la soumission, désormais évidente, aux marchés financiers.

Loin de se limiter à la dénonciation de cette « économythification », Jean-Pierre Dupuy indique une voie qui nous permettra de retrouver un avenir : il faut repenser et revivre « **La dimension prophétique du politique** » pour échapper aux fausses fatalités.

A NOS LECTEURS

Comme tous les ans, Royaliste va suspendre sa parution pendant la période estivale.

Le numéro n°1017 (daté du 9 juillet) sera le dernier avant l'été. Ce sera un numéro spécial de 16 pages spécialement destiné à faire connaître *Royaliste* à de nouveaux lecteurs.

Nous vous incitons vivement à nous passer commande de quelques exemplaires afin de pouvoir le diffuser dans votre entourage. Nous avons établi pour cela un tarif particulièrement avantageux : 5 ex. 8 € - 10 ex. 12 € - 20 ex. 18 €.

Pour le même tarif nous pouvons nous charger d'expédier nous-mêmes les exemplaires aux listes de personnes dont vous nous communiquez les adresses.

Alors, vite à vos carnets d'adresses !

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet :
<http://www.narinfo.fr> (Informations et actualités)
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)

ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Les critères de notre choix

Les élections législatives des 10 et 17 juin se déroulent dans une situation critique, puisque la zone euro est entrée en agonie. Les ultimes mesures de sauvetage ne feront pas longtemps illusion et les programmes des principaux partis vont être rapidement frappés de désuétude sur des questions majeures : le projet d'*intégration* européenne et la politique de *rigueur* budgétaire tout particulièrement. Les projets et les promesses des dirigeants politiques sont donc à prendre avec une extrême circonspection.

Nous ne saurions cependant conseiller l'abstention ou le vote blanc. La crise économique et sociale est d'une telle gravité que la France ne doit pas être exposée à une période de cohabitation qui provoquerait un affrontement au sein du pouvoir exécutif. De plus, une majorité de droite renforcerait le dispositif ultra-libéral qui est en train de ruiner notre pays tout en continuant de mener une politique « identitaire » qui, comme partout où l'on a fabriqué des oppositions d'ordre ethnoculturel, risque de conduire à la guerre civile.

Nous redoutons que l'UMP reprenne les thèmes xénophobes développés pendant la campagne présidentielle par le candidat battu et se rapproche du Front national au point de rendre possibles des alliances lors des prochaines élections locales. Nous continuerons à combattre les discours racistes de la droite radicale et d'une partie de la droite

classique - ce qui implique une opposition résolue aux candidats du Front national et aux candidats de l'UMP qui adhèrent à l'idéologie « identitaire » de cette nouvelle droite.

Notre opposition au nationalisme ethnique, constante depuis quarante ans, n'implique pas un appel à voter systématiquement pour les formations de gauche. Comme en 2007, nous sommes décidés à agir avec discernement, selon des critères qui découlent de nos convictions profondes.

Nous rejetons les candidats de gauche qui se sont signalés par leur adhésion aux thèses ultra-libérales et qui affirment la nécessité de résoudre la crise de la zone euro par le fédéralisme européen.

Nous rejetons les candidats de gauche qui adhèrent à l'idéologie multiculturaliste glorifiée par la fondation Terra Nova et qui donnent la priorité aux réformes dans le domaine des mœurs.

Nous rejetons les candidats présentés par Europe-Écologie Les Verts, groupe de pression étranger au domaine politique et au souci de l'intérêt national.

Nous appelons à voter pour les gaullistes rassemblés autour de Nicolas Dupont-Aignan, pour Jacques Nikonoff et ses camarades du Mouvement politique d'Éducation populaire, pour les socialistes patriotes et pour les communistes qui ont mené la campagne victorieuse contre le

défunt « traité constitutionnel », qui se sont opposés à la ratification du Traité de Lisbonne et qui se sont engagés à protéger l'économie nationale.

Les choix exprimés par le Comité directeur de la Nouvelle Action royaliste n'impliquent pas le soutien au gouvernement de gauche qui pourrait être constitué après le 17 juin.

Selon la ligne définie lors de ses congrès, la Nouvelle Action royaliste continuera de faire campagne :

- Pour la sortie de l'euro et pour la recréation d'une monnaie nationale dans le cadre d'un nouveau système monétaire européen afin que l'État se donne les moyens d'une politique fondée sur l'exigence de justice sociale ;

- Pour le contrôle des mouvements internationaux de capitaux, la nationalisation du crédit, la nationalisation des secteurs-clefs et la mise en œuvre d'une politique industrielle nationale définie dans le cadre d'une planification démocratique ;

- Pour la rupture complète et définitive avec l'Otan, le renforcement de la Défense nationale et l'organisation d'un système européen de sécurité collective dont les États-Unis d'Amérique seront, par définition, exclus.

- Pour la constitution d'une Confédération des États européens, capable d'assurer le développement économique et social d'un ensemble continental veillant à la protection de ses intérêts.

Le Comité directeur de la Nouvelle Action royaliste